

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 140 (1995)
Heft: 6-7

Artikel: Rome : l'échec final d'une armée de métier
Autor: Richardot, Philippe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345548>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

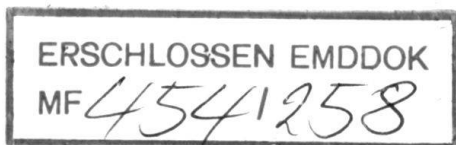
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Rome: l'échec final d'une armée de métier

Par Philippe Richardot¹

Cette étude portant sur l'évolution de l'armée romaine suscite des réflexions similaires à celles que provoque la lecture de l'essai d'Alain Minc, *Le nouveau moyen Age*. Pour nous Suisses, elle apparaît comme une mise en garde contre certaines pressions, entre autres de la gauche, visant à la professionnalisation de nos forces armées.

Si l'histoire ne se répète jamais, les parallèles historiques sont nombreux. Depuis la chute du Mur de Berlin et du bloc de l'Est, la situation géopolitique se traduit par la multiplication de conflits périphériques et le désarmement des pays occidentaux. L'Occident, prospère, civilisé, en perte de vitesse démographique, se retrouve dans une situation comparable à celle de l'Empire romain aux IV^e-V^e siècles p.C. Un monde barbare troublé par l'arrivée des Huns, travaillé par la pression démographique, demandeur d'intégration, déstabilise l'Empire romain. Pour maintenir sa sécurité, l'Empire, qui s'étend du sud de l'Ecosse à l'Irak actuel, dispose d'une armée de métier.

Les faiblesses de l'«armée civique»

Jusqu'à la réforme de Marius en 105 a.C., Rome dispose d'une armée civique où grades et fonctions tactiques dépendent du niveau social: les plus

jeunes et les plus pauvres se trouvent dans l'infanterie légère des vélites, les classes moyennes des petits propriétaires et artisans dans l'infanterie lourde des deux premières lignes (*hastaires* et *princes*), les plus âgés en troisième ligne (*triaires*). La cavalerie est réservée aux classes aisées (chevaliers) et les commandements supérieurs à la classe sénatoriale.

Le manque d'entraînement et d'expérience sont les points faibles de l'armée civique. Les guerres de la République commencent par des désastres tels que ceux du lac Trasimène ou de Cannes en 217-216 a.C. mais, bientôt, le temps et l'urgence ramènent la discipline, l'exercice, l'expérience et la victoire. La ténacité romaine l'emporte.

Quand Rome est maîtresse de possessions lointaines, comme l'Espagne ou l'Afrique, les guerres de pacification maintiennent les hommes de ces armées civiques trop longtemps loin de leur foyer. De ce fait,

elles se transforment en armées professionnelles. Une fois licenciés, les soldats se retrouvent sans emploi, leurs champs en friche et, certainement, sans goût pour un retour à leur vie d'autrefois.

Armée de métier et «pax romana»

La guerre de Jugurtha en Afrique (111-105 a.C.), la menace des Cimbres et des Teutons (105-101 a.C.) conduisent Marius à créer une armée de métier, recrutée parmi les prolétaires de Rome. L'armée devient l'outil de prestige qui assure la carrière d'hommes politiques comme Marius, César (à gauche), Sylla ou Pompée (à droite). Les hommes des légions deviennent les militants armés d'une cause politique ou plutôt d'un chef. La guerre civile décide de l'installation du principat d'Auguste et de la naissance de l'Empire.

L'armée de métier aux I^{er}-II^e siècles p.C. est l'armée de la *pax romana*. Rome

¹Philippe Richardot, natif du Jura français mais établi à Aix-en-Provence, agrégé d'histoire, achève une thèse de doctorat sur l'art militaire et son influence au Moyen-Age.

fixe ses frontières sur le Rhin, le Danube et l'Euphrate en y installant ses légions (150 000 hommes appuyés par autant d'auxiliaires). Occasionnellement, l'armée impose son choix politique: ce sont les prétoriens, la garde impériale maintenue à Rome, qui font de Claude un empereur; les commandants d'armée, devenus rivaux, lut-

tent pour obtenir la dignité impériale. Pourtant, la paix romaine est une réalité: les incursions barbares ne passent pas, l'Empire s'étend provisoirement en Ecosse, en Dacie, en Mésopotamie. La prospérité détourne les Romains de la carrière des armes.

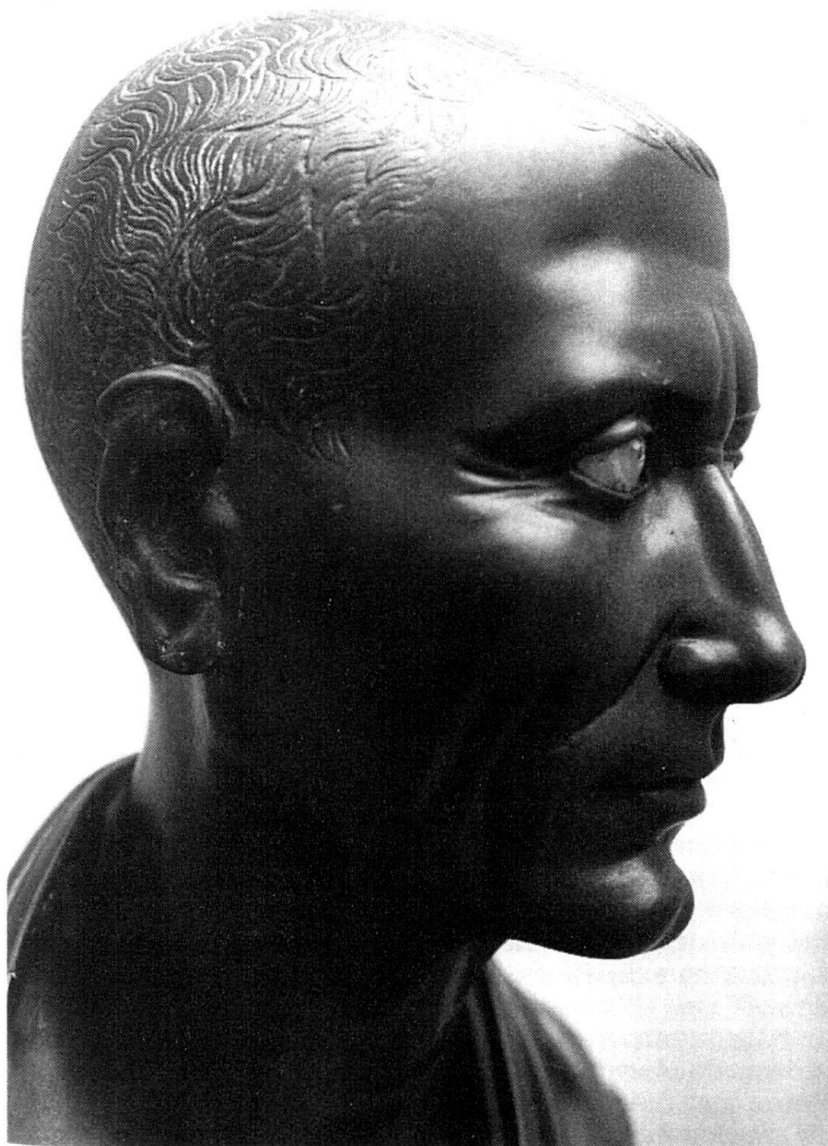
Au I^{er} siècle p.C., le recrutement est surtout italien; au II^e, il est surtout balka-

nique (Illyrie et Thrace) ou gaulois. Dès cette époque, les soldats se recrutent sur les frontières parmi les fils de vétérans (les *ex castris*). L'armée tend alors à se constituer en une caste fermée et, dès le milieu du II^e siècle, le légionnaire en permission à Rome, par ses manières et son accent, passe pour un étranger. Le résultat de la paix romaine, fondée sur une armée de métier, est d'avoir démilitarisé les populations de l'Empire, les Romains de souche plus tôt que les autres.

Néanmoins, la sévérité de la discipline s'allie au professionnalisme des officiers subalternes (les *centurions*). La classe sénatoriale, toujours vouée au commandement des provinces et des légions, continue de jouer son rôle militaire. Son inexpérience est comblée par la compétence d'officiers de carrière issus des classes moyennes et par la qualité de la troupe. Le niveau baisse, lorsqu'en 212, Caracalla accorde la citoyenneté romaine à tous les habitants de l'Empire: l'armée, le corps des auxiliaires également, n'est plus la voie âpre et glorieuse vers la citoyenneté, et la légion n'est plus réservée aux seuls citoyens. Cet édit détourne la classe moyenne provinciale de l'armée qui tend encore à se refermer davantage sur elle-même.

Les barbares se font pressants...

Au milieu du III^e siècle, l'insécurité aux frontières



César. Staatliche Museen Berlin-Est (Photo J.-L. Fleury).



Cavalier auxiliaire dalmate servant en Afrique du Nord. Armée professionnelle, l'armée romaine était aussi internationale. II^e s. ap. J.-C., Stèle funéraire trouvée à Cherchel, Musée d'Alger.

prend une ampleur inégalée. Les Germains se forment en confédérations nouvelles (Francs et Alamans) qui attaquent sur le Rhin. Les Goths poussent sur le Danube. La dynastie sassanide lance les Perses contre l'Empire. Partout les légions sont débordées. Les barbares pénètrent pro-

fondément en territoire romain. Deux empereurs succombent au combat: Dèce, tué par les Goths, Valérien capturé et exécuté par les Perses. Les villes doivent à la hâte s'entourer de murailles de fortune. Même Rome se couvre d'une enceinte sous l'impulsion d'Aurélien. L'énergie des

empereurs militaires rétablit la situation vers le début du IV^e siècle. Toutefois, en 262, l'empereur Gallien interdit la carrière des armes aux sénateurs qui occupent les commandements généraux, établissant une rupture définitive entre l'élite sociale et l'armée. Paradoxalement, c'est à l'époque où les menaces sont les plus importantes que la société civile romaine est la plus démilitarisée.

Par contre, jusqu'au V^e siècle, l'empereur est presque toujours un militaire de carrière ou son fils. Le principe dynastique est celui qui joue le moins, tandis qu'augmentent les guerres civiles entre les généraux qui aspirent au pouvoir suprême. Les batailles qui en résultent saignent dangereusement l'armée romaine, ce qui profite aux barbares. La coûteuse bataille de Mursa en 351, opposant l'empereur Constance II à un général rebelle, laisse les Gaules ouvertes aux incursions des Francs et des Alamans. Si l'on a pu parler pour la Grèce de «République des colonels», on pourrait parler d'«Empire des généraux» pour la Rome tardive.

... et l'Empire les recrute

Au début du IV^e siècle, le système du recrutement volontaire s'épuise. L'empereur Constantin (305-337) oblige les fils de vétérans à s'engager. A cette mesure, insuffisante, s'ajoute vers 365 le recrutement fiscal: les propriétaires terriens

doivent fournir des colons paysans, véritables serfs, qui serviront une vingtaine d'années dans l'armée. Ce système de contrainte entraîne de nombreuses fraudes, car les propriétaires envoient à l'armée leurs plus mauvais éléments ou tentent de débaucher les autres pour qu'ils reviennent travailler sur leurs terres.

Jusque dans les années 440, les lois contre les déserteurs et ceux qui les hébergent se multiplient, ce qui est un signe d'inefficacité tant judiciaire que militaire. L'armée de métier devient une armée de métier forcé. Les meilleurs éléments sont dirigés vers les troupes mobiles d'intervention, tandis que les recrues les moins fiables sont com-
mises à la surveillance des frontières.

L'Etat va ensuite proposer un paiement en argent de l'impôt sur les recrues, à la place de l'acquittement en nature, si mal accepté. L'argent ainsi perçu alimente une autre tare de l'armée du Bas-Empire romain. Au IV^e siècle, les barbares, demandeurs d'intégration, et forts de leurs traditions guerrières, s'engagent de plus en plus, à titre individuel ou par unités entières, particulièrement dans les troupes d'élite. Le barbare devient, non plus un ennemi mais un partenaire. Si les armes sont impuissantes contre lui, l'or sert à l'acheter pour défendre l'Empire. Ces mercenaires barbares sont souvent fidèles et impitoyables envers leurs



Tête de légionnaire. Staatliche Museen Berlin-Est (Photo J.-L. Fleury).

frères de race. Dès le début du IV^e siècle, ils accèdent aux plus hauts commandements.

D'autre part, l'Empire intègre des tribus germaniques (les *lètes*), dispersées sur le territoire romain, en échange du service militaire. En 376, les Goths, poursuivis par les Huns, demandent l'asile politique aux Romains. L'empereur Valens, qui voit en eux de futurs cultivateurs, soldats et contribuables, les installe massivement en Thrace. Quelques mois plus tard, les Goths se soulèvent et, pendant deux ans, ravagent le nord des Balkans. En 378, à la bataille d'An-

drinople, Valens et l'armée romaine d'Orient sont anéantis par les Goths. Militairement impuissant, Théodose I^{er}, successeur de Valens, n'a qu'une solution: négocier. Il installe les Goths en tant que fédérés régulièrement payés.

Après la mort de Théodose en 395, Alaric, prince des Goths, se rebelle et finit par recevoir le gouvernement militaire de l'Illyrie (ex-Yougoslavie): nouveau signe de l'impuissance romaine. Alaric, quoiqu'en titre général romain d'Illyrie, se comporte en condottiere indépendant, tantôt appuyant, tantôt attaquant l'Italie défendue, pour le

compte de l'empereur Honorius, par Stilicon, un général d'origine barbare. Quand Stilicon est assassiné en 408, à la suite d'un complot anti-barbare, ses troupes se joignent à Alaric qui prend Rome en 410...

Dès lors, l'Empire, qui a perdu toute souveraineté militaire, est démembré par les barbares établis comme fédérés en Gaule et en Thrace. En 476, le dernier empereur romain d'Occident est déposé par un prince ostrogoth, Odoacre, fédéré de l'empereur romain d'Orient, Zénon, qui a poussé vers l'Ouest son protecteur barbare.

L'armée de métier s'est révélée efficace dans la phase d'installation de l'Empire aux I^{er}-II^e siècles p.C. Des effectifs professionnels limités suffisaient à maintenir la paix romaine, quand les agressions barbares restaient faibles. La paix et la professionnalisation de l'armée entraînent un sentiment de fausse sécurité qui va démilitariser les populations de l'Empire.

Au III^e siècle, l'armée de métier se révèle inefficace contre une guerre barbare généralisée. L'Empire, malgré ses millions d'habitants, ne trouve pas les ressources humaines qu'il serait, démographiquement, en droit d'attendre. Le lien entre citoyenneté et armée est brisé depuis longtemps, tandis que l'armée décide du sort politique de l'Empire par une série de pronunciamientos. La société civile

La défense suisse vue par un historien français

«(...) j'ai toujours eu de la sympathie pour la Suisse et une vive attention à son original système militaire: le plus efficace à maintenir la paix depuis quatre siècles. La neutralité et la prospérité n'ont jamais constitué en soi une barrière contre l'agression. En d'autres temps, la Belgique ou par la suite les Pays-Bas, bien que neutres et prospères, n'ont pu empêcher leurs territoires d'être envahis... Par contre, la Suisse, résolument armée derrière ses montagnes, a dissuadé l'attaquant.

Récemment, il me semble à vous lire que le consensus armée-société n'est plus aussi fort qu'auparavant: signe d'un désarmement des esprits.

«Pour la sécurité de l'Europe, le bastion suisse a toujours revêtu un rôle important: les stratèges soviétiques l'appelaient le «Fort Alamo» du capitalisme. Son rôle, d'ailleurs, a dépassé l'aspect militaire. Base diplomatique, humanitaire, financière, la Suisse, après les deux guerres mondiales, était une cellule saine dans un corps malade. Elle contribuait par ses banques intactes, ses facilités de transit des informations et des capitaux à la reprise des pays européens ruinés par la guerre.

«La disparition du système militaire neutre suisse (...) annulerait les avantages précédemment évoqués pour les pays d'Europe occidentale. Aujourd'hui, la guerre est aux portes de la Suisse. Les nations slaves des Balkans ou de l'Est sont loin d'être stabilisées. L'islam pose un problème démographique et terroriste en Europe même et lance un défi à notre avenir.»

Philippe Richardot

Lettre au rédacteur en chef de la *RMS*, 12 novembre 1994.

n'a plus la volonté de se battre et laisse ce soin à des professionnels, d'abord citoyens de l'Empire puis étrangers. L'armée se barbarise au IV^e siècle et l'Etat romain disparaît au siècle suivant sous les coups de ses protecteurs. Ironie de l'histoire, Attila et Alaric reçoivent le titre et le traitement de général romain...

Leçons à tirer

On peut tirer des leçons de la crise militaire romaine. Aujourd'hui, une paix prospère, conjuguée à l'espoir d'une mondialisation sécurisante, tend à désarmer les esprits. A quoi sert une armée civique, celle qui demande à tous le plus d'efforts?

La vie de caserne n'excite pas l'esprit de combat. Créer une armée professionnelle, pour un pays neutre géographiquement enclavé comme la Suisse, serait une erreur dont les conséquences à long terme seraient lourdes. Outre le désarmement psychologique des populations, cette armée de métier, trop lourde financièrement (un soldat de métier coûte quinze fois plus cher qu'un appelé), serait ramenée à une force symbolique, inutile en cas de conflit.

Une armée de métier convient à une puissance impériale qui doit intervenir ponctuellement dans des opérations de police extérieure sans être menacée sur ses frontières, comme c'est le cas des États-Unis aujourd'hui ou de la Grande-Bretagne au XIX^e siècle. Israël, qui doit assurer une vigilante police frontalière et repousser éventuellement une armée

d'agression, dispose d'un noyau professionnel et d'une armée de réservistes régulièrement entraînée. La culture militaire, ici comme en Suisse, a contribué puissamment à la conscience civique et nationale.

En Europe occidentale, l'armée civique est contestée, pourquoi? Deux raisons peuvent être avancées. La paix, qui n'est qu'une illusion, dissimule les menaces. Une coupure entre l'armée et son élite sociale renforce la contestation. L'universitaire, le cadre ou le chef d'entreprise doit avoir des responsabilités militaires conformes à sa position sociale, sinon son civisme pourrait se muer en indifférence ou en hostilité contre une institution qui méconnaît ses qualités intellectuelles.

Le milicien, l'appelé ou le réserviste, muni d'un fort

bagage universitaire, juge comme une brimade le fait d'obéir à un jeune gradé sans qualification dans le civil et qui n'a pas l'expérience et l'autorité pour assumer son grade². Le règlement de compte social est une réalité dans toutes les armées civiques ; il est, selon les époques, plus ou moins bien senti. Jamais une telle situation n'aurait existé au temps de l'aristocratique République romaine, encore moins sous l'Empire.

Le temps ne semble pas encore venu de déposer les armes et d'entretenir les illusions de la paix: depuis 1989, les interventions militaires américaines ont augmenté de 300% et la guerre gronde dans les Balkans. Machiavel disait: «Les Suisses sont très armés et très libres.» Jusqu'à quand?

P. R.

² Si une telle attitude peut exister dans des armées étrangères, elle se rencontre rarement dans l'armée de milice en Suisse. Ce qui compte pour un sous-officier ou un officier subalterne moins «diplômé» que certains de ses subordonnés, ce sont ses connaissances en technique militaire, sa personnalité et ses qualités de meneurs d'hommes. Dans nos unités et nos états-majors en cours de répétition, on peut voir des collaborateurs commander leur supérieur civil, sans que cela n'entraîne de problèmes particuliers (note de la rédaction).